

AFAR TIMES

La revue du Monde Afar



ASSAB UNE QUESTION QUI DIVISE

Ethiopie - Erythrée

Tensions dans la Corne de l'Afrique : Le dilemme des Afars face à un conflit imminent entre l'Éthiopie et l'Érythrée

Par Jemal Muhamed Adem (PhD) & Muhamed Ahmed Yasin – Université de Samara
D'après l'analyse publiée sur Afropolicy

Alors que les tensions s'intensifient dans la Corne de l'Afrique, un nouveau conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée semble se profiler à l'horizon. Le général Tsadkan Gebretensae, figure militaire éthiopienne influente, a récemment tiré la sonnette d'alarme en évoquant un risque élevé d'affrontement, dans une tribune publiée par The Africa Report. Cette guerre potentielle, alimentée par des préparatifs militaires et des rivalités géostratégiques, place une nouvelle fois le peuple Afar au cœur d'un théâtre d'instabilité régionale.

Une position géographique stratégique, un peuple marginalisé

Les Afars, peuple transnational réparti entre l'Éthiopie, l'Érythrée et Djibouti, occupent une zone névralgique de la mer Rouge. Ils contrôlent plus de 700 kilomètres de côtes, incluant des ports d'importance capitale comme Assab et Massawa, ainsi que le détroit stratégique de Bab al-Mandeb. Depuis l'ouverture du canal de Suez, cette région suscite la convoitise des puissances mondiales. Aujourd'hui, le port érythréen d'Assab cristallise les tensions, Addis-Abeba revendiquant un accès maritime jugé historiquement légitime.

Cependant, les Afars restent les grands oubliés des politiques nationales. Fragmentés par les frontières coloniales, ils subissent marginalisation et exploitation, sans bénéficier des retombées économiques liées à leur territoire stratégique.



Le possible conflit éthio-érythréen suscite chez les Afars un mélange d'espoirs et d'inquiétudes. D'un côté, il pourrait ouvrir la voie à une réunification entre les Afars d'Éthiopie et d'Érythrée, ainsi qu'à une autonomie politique sous protection régionale. De l'autre, leur territoire risque de devenir un champ de bataille, avec son cortège de pertes humaines, de déplacements massifs et de destructions.

En Érythrée, les Afars vivent sous la répression du régime d'Isaïas Afwerki, qui voit leur identité comme une menace. Une éventuelle victoire éthiopienne pourrait signifier leur libération et leur retour sur leurs terres côtières. Pour certains, l'Éthiopie incarne une alternative plus favorable grâce à son système fédéral reconnaissant l'autodétermination afar. Mais cette reconnaissance reste largement théorique : dans les faits, leur autonomie

est limitée, et leur marginalisation persiste.

Le Tigré, facteur de déstabilisation majeur

La région du Tigré complique encore davantage cette équation. Anciennement alliée de l'Éthiopie contre l'Érythrée, cette entité aspire à un accès à la mer Rouge, soit par un État tigréen indépendant, soit via un contrôle direct de territoires afars. Les ambitions expansionnistes de certains ultranationalistes tigréens, qui rêvent d'un « Grand Tigré » ou d'un « État Agazien », menacent directement les droits territoriaux des Afars.

Le positionnement du Tigré dans un futur conflit aura un impact décisif. Son alignement avec l'Éthiopie renforcerait l'alliance afar-éthiopienne.

**Tensions dans la Corne de l'Afrique :
Le dilemme des Afars face à un conflit imminent entre l'Éthiopie et l'Érythrée**

Un soutien à l'Érythrée, en revanche, augmenterait les risques pour les Afars. Une neutralité stratégique pourrait quant à elle déboucher sur une tentative unilatérale du Tigré de s'imposer dans la région post-conflit.

Les leçons ignorées du passé

Le récent conflit du nord de l'Éthiopie (2020-2022) a démontré l'importance stratégique des Afars, qui ont bloqué l'avancée du TPLF vers le corridor stratégique Addis-Abeba - Djibouti. Pourtant, quand leurs districts ont été envahis, le gouvernement éthiopien est resté passif. À ce jour, des dizaines de milliers de déplacés afars ne peuvent toujours pas regagner leurs villages, et l'accord de Pretoria, censé mettre fin au conflit, n'a pas pris en compte leurs revendications.

Alignement avec l'Éthiopie: La stratégie la plus viable serait de s'aligner sur l'Éthiopie selon les principes de cooptation stratégique, malgré des réserves concernant l'engagement éthiopien envers les intérêts afars. Cette approche nécessiterait des garanties concrètes d'autonomie régionale et d'habilitation politique.

Alignement avec l'Érythrée: Option très risquée et improbable, étant donné la répression systématique du nationalisme afar par le régime d'Isaïas Afwerki.

Neutralité: Peu viable car les deux belligérants exerceraient probablement des pressions sur les Afars pour qu'ils prennent position. De plus, le conflit se déroulant inévitablement sur leur territoire, ils seraient forcément impliqués.

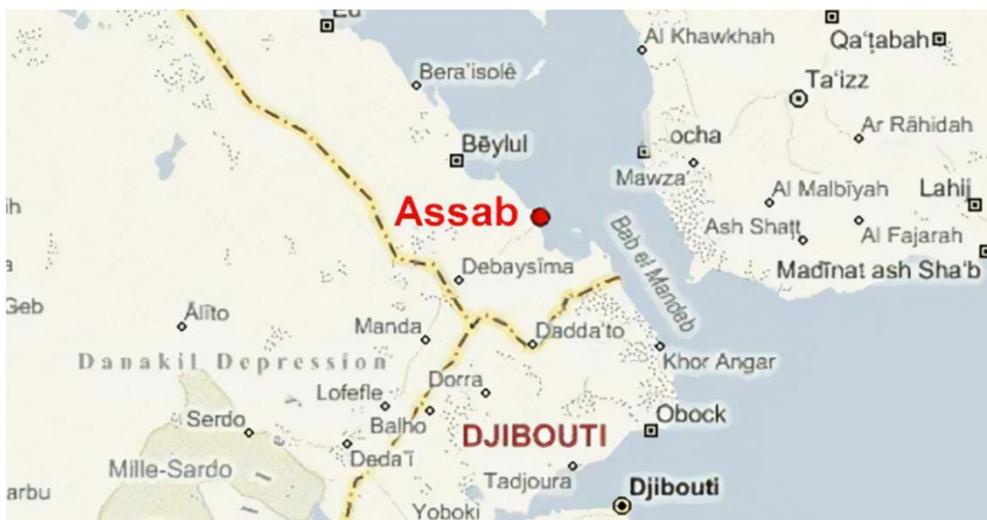
Le positionnement du Tigré demeure un facteur déterminant pour la stratégie afar. Si le Tigré s'allie à l'Éthiopie, le rôle stratégique des Afars pourrait évoluer tout en maintenant leur alliance avec l'Éthiopie. Si le Tigré s'aligne sur l'Érythrée, les menaces envers les Afars s'intensifieraient, les contraignant à une posture plus décisive. Si le Tigré reste neutre, il pourrait attendre l'affaiblissement des deux parties pour revendiquer un État souverain et affirmer son contrôle sur la mer Rouge, scénario particulièrement dangereux pour les Afars.

Recommandations et perspectives

Une future guerre pourrait entraîner un changement de régime en Érythrée, ouvrant une brèche pour une refondation politique. Les Afars doivent être inclus dans toute discussion sur l'après-conflit, notamment sur la question de l'accès maritime éthiopien. Leur rôle ne peut se limiter à celui de supplétifs militaires ou de victimes collatérales.

L'Éthiopie doit reconnaître les Afars comme des partenaires clés dans sa stratégie régionale. Leur participation active est cruciale pour sécuriser durablement un accès à la mer Rouge. Sans leur inclusion, toute tentative d'expansion maritime restera fragile, voire contre-productive.

Le dilemme afar, tiraillé entre aspirations historiques et réalités géopolitiques, reflète les fractures profondes de la Corne de l'Afrique. Dans cette zone en ébullition, l'avenir des Afars dépendra de leur capacité à s'organiser, à revendiquer leur place, et à imposer leur voix dans les grandes décisions régionales. ■



Options stratégiques pour les Afars

Face à l'imminence d'un conflit éthio-érythréen, les auteurs identifient quatre scénarios potentiels pour les Afars:

Autonomie politique complète: Aspiration historique des Afars mais extrêmement difficile à réaliser sans soutien international, régional et national. Une telle démarche susciterait l'opposition des États concernés qui y verraient une menace pour leur intégrité territoriale.

Ethiopie - Erythré

Réflexions critiques sur l'article de Jemal Muhamed Adem et Muhamed Ahmed Yasin : une perspective afare à ne pas négliger

Avant toute chose, il convient de saluer le travail de Jemal Muhamed Adem et Muhamed Ahmed Yasin, deux chercheurs qui ont eu le mérite – rare – de considérer les Afars comme des acteurs centraux dans la dynamique conflictuelle opposant l'Éthiopie à l'Érythré. Dans un paysage géopolitique où la plupart des analyses font l'impasse sur la présence et les droits des populations locales, leur article se distingue par une volonté de recentrer le débat sur ceux qui risquent d'être les premières victimes d'une guerre menée, une fois de plus, sur leurs terres.



Car faut-il le rappeler : ignorer les Afars dans ce type d'analyse revient à perpétuer une erreur fondamentale. Trop souvent, les terres afares sont traitées comme des zones vides, sans histoire ni habitants, comme si elles n'appartenaient à personne. Cette invisibilisation – qu'elle soit volontaire ou non – équivaut à nier l'existence même des peuples qui y vivent depuis des siècles. À ce titre, l'approche des deux auteurs représente une avancée qu'il faut reconnaître et encourager.

Cependant, lorsqu'on entre dans le cœur de leur analyse – et plus précisément dans les scénarios qu'ils envisagent pour l'avenir des Afars – plusieurs limites apparaissent, et non des moindres.

Une absence stratégique majeure : l'option djiboutienne

Les auteurs identifient quatre options politiques et militaires pour les Afars. Mais leur analyse souffre d'un oubli aussi étonnant que stratégique : **l'option de Djibouti**, pourtant la plus évidente, la moins coûteuse en vies humaines, et potentiellement la plus porteuse d'avenir pour le peuple afar dans son ensemble.

Cette omission interroge. Car comment prétendre couvrir l'ensemble des perspectives afares sans évoquer Djibouti, ce pays dont 85 % du territoire est habité – de manière continue et historique – par des Afars ? Contrairement à l'affirmation faite dans l'article, les Afars n'occupent pas seulement "une partie" de Djibouti : ils en sont les propriétaires légitimes et majoritaires, tant sur le plan géographique que démographique. Officiellement, ils représenteraient environ 35 à 40 % de la population, mais ces chiffres sont largement contestés, notamment en raison des manipulations statistiques orchestrées par le régime en place. En réalité, leur poids démographique approche les 60 %, sinon davantage.

En cela, Djibouti représente un levier politique et stratégique de premier ordre. Plutôt que de se retrouver pris en étau entre deux puissances régionales – l'Éthiopie et l'Érythré – et de servir de chair à canon dans un conflit qui ne bénéficie à personne, les Afars pourraient choisir une voie plus autonome, plus pragmatique, et plus visionnaire : celle de prendre le pouvoir dans leur propre pays.

Cela suppose un soutien accru à la rébellion du FRUD (Front pour la Restauration de l'Unité et de la Démocratie), déjà active dans le nord et le sud-ouest de Djibouti. Ce mouvement, loin d'être marginal, incarne une aspiration profonde à l'autodétermination et à la justice sociale.

Une transformation du rapport de forces dans la région

Si aujourd'hui l'Éthiopie ménage les Issas – une petite tribu somalienne – et les place sur un pied d'égalité avec les Afars, ce n'est pas en raison d'un quelconque souci d'équité ethnique. C'est parce que les Issas, favorisés par la France, détiennent le pouvoir politique à Djibouti, État stratégique pour Addis-Abeba en matière de commerce et d'accès maritime. Or, dans l'hypothèse où un pouvoir afar émerge à Djibouti, l'équilibre régional serait profondément bouleversé. Les Afars d'Éthiopie – jusque-là marginalisés – deviendraient des acteurs incontournables dans la sphère fédérale. Ils pourraient ainsi peser de tout leur poids dans la redéfinition des rapports de force dans la Corne de l'Afrique, au bénéfice de l'ensemble de leur peuple, et au-delà.

Réflexions critiques sur l'article de Jemal Muhamed Adem et Muhamed Ahmed Yasin : une perspective afare à ne pas négliger

Son armée est usée, divisée, démoralisée. À l'inverse, l'Érythrée, bien que plus petite, présente une structure militaire centralisée, disciplinée et idéologiquement cohérente.

Dans ce contexte, une alliance afare avec l'Éthiopie pourrait s'avérer désastreuse si celle-ci venait à perdre la guerre. Une telle hypothèse n'a rien d'irréaliste. Et les conséquences pour les Afars engagés aux côtés d'Addis-Abeba pourraient être dramatiques : déplacements forcés, représailles, marginalisation politique, voire extinction de toute ambition nationale.

Penser une cinquième voie

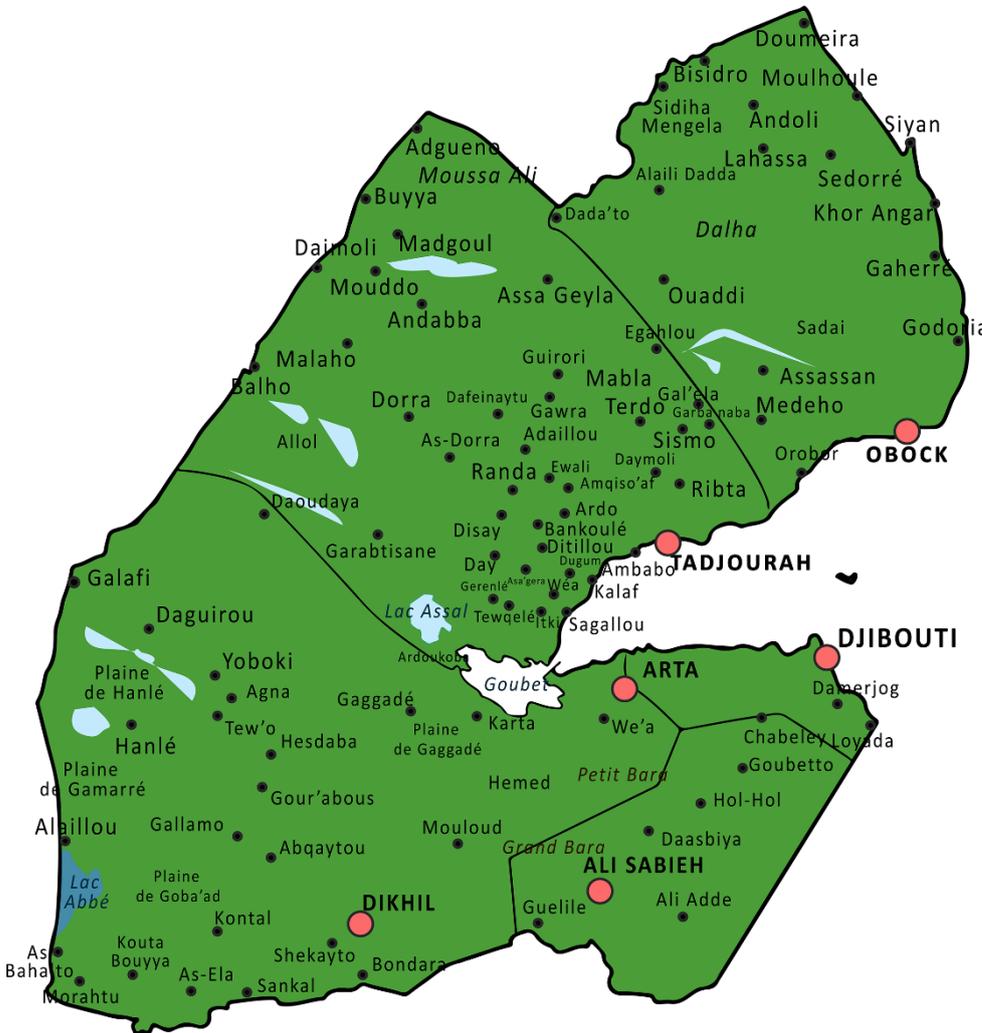
À la lumière de ces éléments, une cinquième option s'impose avec force : celle de Djibouti comme tremplin d'un avenir afare repensé à l'échelle de toute la Corne de l'Afrique. Cette voie est certes exigeante, mais elle est également la plus réaliste, la plus cohérente et la plus pacifique à long terme. Elle repose sur la réappropriation d'un espace national, la construction d'un projet politique inclusif et la mise en réseau des diasporas afares éparpillées entre trois pays.

Il est donc impératif que les futurs travaux de recherche sur la question afare intègrent pleinement cette dimension djiboutienne. Sans cela, toute analyse demeurera partielle, et par conséquent, insuffisante. ■

Une évaluation stratégique contestable

Enfin, il est nécessaire d'examiner la conclusion des auteurs quant à l'issue probable d'un conflit éthiopien-érythréen. L'analyse des forces en présence est révélatrice : si l'Éthiopie dispose certes d'un appareil militaire massif, elle est en réalité fragilisée par des années de conflits internes (avec le TPLF, les rebelles Fano, l'OLF, etc.).

C'est donc à partir de Djibouti qu'un avenir politique crédible et durable peut se dessiner pour les Afars. Non dans la soumission ou l'allégeance à l'un des deux géants belligérants, mais dans une affirmation souveraine et maîtrisée de leur propre destin.



DJIBOUTI

Djibouti : la marginalisation des Afars, un système d'exclusion institutionnalisé

Une marginalisation structurelle et politique

À Djibouti, la question de la marginalisation des communautés – et plus particulièrement celle des Afars – ne peut être réduite à de simples dynamiques sociales ou économiques. Elle s'inscrit dans un système politique profondément inégalitaire, qui depuis plusieurs décennies, reproduit et renforce des pratiques excluantes à caractère tribaliste. Les Afars, peuple autochtone et pilier historique de la société djiboutienne, continuent d'être tenus à l'écart des sphères stratégiques du pouvoir, en dépit de leur poids démographique et de leur contribution à l'histoire du pays.

L'exclusion dont ils sont victimes n'est ni accidentelle ni circonstancielle. Elle relève d'un **choix délibéré** du pouvoir central, qui a institutionnalisé une politique de sous-représentation au sein des structures de décision. Le système politique actuel repose sur un déséquilibre volontaire qui marginalise certaines communautés au profit d'une élite ethnique dominante.

Un recrutement biaisé : révélateur d'un système inégalitaire

En janvier, la Police nationale annonçait une grande campagne de recrutement pour former de nouveaux agents. L'événement, largement médiatisé et salué par une partie de l'opinion, visait à renforcer les effectifs au sein de la Police nationale. Pourtant, derrière l'euphorie officielle, les chiffres révélés ont provoqué la consternation : sur 350 jeunes sélectionnés, seuls trois sont d'ethnie afar.

Ce chiffre, scandaleusement bas, illustre la réalité d'un système sélectif fondé non pas sur le mérite ou l'équité, mais sur **l'appartenance communautaire**.



Ce déséquilibre flagrant a suscité l'indignation au sein de la société djiboutienne, car il révèle une **exclusion systémique** déguisée sous les atours d'un processus administratif prétendument neutre.

Fin 2022, le cas particulier de discrimination subie par la lieutenant de police Oumma Ibrahim Mohamed avait ému la société djiboutienne. Lauréate de la formation d'Officier de Police Judiciaire (OPJ) en 2013, Oumma, seule Afar de sa promotion, est affectée à la brigade des mineurs du commissariat de Hodan. Alors que tous les officiers de sa promotion, bénéficieront d'avancement de grade, Oumma sera la seule à ne pas connaître d'évolution professionnelle. Cette injustice manifeste, perçue comme une sanction silencieuse, illustre les blocages systémiques auxquels font face les Afars au sein des institutions de l'État.

Un État arbitraire et partial

Il ne faut pas se méprendre : cette politique d'exclusion n'est ni le fruit d'erreurs ponctuelles, ni le symptôme d'un dysfonctionnement.

Elle est le **produit d'une stratégie planifiée**, orchestrée depuis le sommet de l'État depuis 1977. Loin d'agir en arbitre neutre, le pouvoir central participe activement à l'invisibilisation des Afars, en verrouillant les cercles décisionnels et en verrouillant l'accès à toute ascension professionnelle.

Cette gestion communautariste du pouvoir empêche l'émergence d'une véritable représentation nationale. Elle privilégie la concentration du pouvoir entre les mains d'une élite issue d'une ethnie minoritaire, au détriment de toute idée d'équité ou d'unité. La République, dans ce contexte, est vidée de sa substance, trahie par une gouvernance qui institutionnalise la discrimination

Police Nationale de Djibouti
3 j · 🌐

● Annonce concernant le Recrutement 2

Les candidates et candidats dont le... Voir

MAL AHMED IBRAHIM	30/07/2000	33	HAMDA AWLED ADEN
MINA MAHAMOUD REYE	01/01/1999	34	HASSNA MOHAMED GARAD
MINA OMAR AHMED	21/07/1999	35	HAWA MOUSSA ADAWEH
GAFO MCHAMED UJAMA	21/01/2004	36	HAWA SAID BOGOREH
SAGSAN HASSAN MOHAMED	22/10/2001	37	IBADO DAHER RAYALEH
SMA ADEN BARREH	26/03/2007	38	ILHAN SAID DAQUD
SMA GURREH IALLALEH	22/08/2002	39	ISMINO HOUSSEIN GUBLEH
SMA IBRAHIM NOUR	05/09/1999	40	KADRA ADEN DARAR
SMA OMAR OUSLEYEH	20/05/2002	41	KAFIA ILTIREH ROBLEH
SIA HASSAN MERANEH	12/07/1998	42	KALTOUM ABDO ISMAEL
FAN SOULEIMAN ABDILLAH	13/11/2003	43	MAHDA ABKOUKADER IBRAHIM
FANE IBRAHIM ABREH	21/08/2001	44	MANDEK MAHAMED IBRAHIM
FANE MAHDI MOHAMED	21/02/2001	45	MARIAM MOUHOUMED ABDI
URWAQO MOHAMED MIAD	24/01/2002	46	MASNO MOHAMOUD ABBILLAH

Communiqué de la Police Nationale sur le recrutement

Djibouti : la marginalisation des Afars, un système d'exclusion institutionnalisé

L'exclusion par l'invisibilité : le statut de "bras cassés", un outil de relégation silencieuse

Parmi les méthodes les plus sournoises utilisées par l'État pour neutraliser les Afars figure la pratique dite des "bras cassés". Ce terme, désormais institutionnalisé, désigne des fonctionnaires à qui l'on n'attribue aucune tâche, aucune responsabilité, aucun rôle réel. Ces fonctionnaires, parfois des hauts cadres qui ont servi le pays avec abnégation, sont maintenus dans un état d'oisiveté forcée, perçoivent un salaire mais sont exclus de toute dynamique professionnelle.

Plus de **250 Afars** sont aujourd'hui dans cette situation rien qu'à la primature, victimes d'un dispositif administratif qui, sous des apparences de normalité, cache un profond mépris. Il s'agit d'une stratégie de **mise au placard collective**, où ces employés deviennent invisibles, inutiles aux yeux de l'État, et socialement dévalorisés. Le « bras cassé » devient un fourre-tout humiliant, un levier de contrôle par la relégation, qui vide de sens le principe même de citoyenneté active.

Cette pratique, loin d'être anodine, sert un objectif clair : **affaiblir symboliquement et psychologiquement une communauté entière**, en lui refusant toute utilité et en la maintenant dans un état de dépendance stérile. Elle alimente un sentiment d'humiliation et d'aliénation, tout en détournant des compétences précieuses, sacrifiées sur l'autel du favoritisme ethnique.

Les conséquences d'un système tribaliste : une cohésion nationale en péril

La marginalisation des Afars n'est pas sans conséquences. Elle érode progressivement la cohésion nationale et menace la stabilité du pays à long terme. Lorsqu'une frange entière de la population est privée d'accès au pouvoir, aux opportunités économiques, à la reconnaissance sociale, **le sentiment d'exclusion devient structurel**. Il nourrit une défiance profonde à l'égard de l'État et peut, à terme, générer des formes de contestation plus radicales.

Les jeunes Afars, privés de perspectives, se retrouvent dans une impasse. Le désespoir engendré par cette politique discriminatoire les pousse à perdre confiance dans les institutions, voire à rejeter l'idée même d'un avenir commun au sein de la République djiboutienne.

Ces prises de position, bien que rares, témoignent d'un début de prise de conscience collective, dans une société longtemps anesthésiée par le clientélisme et le népotisme.

Mais cette indignation isolée ne suffit pas. Il est impératif que cette question soit portée dans le débat public, de manière libre et courageuse. Car tant que les logiques tribales continueront de dicter les politiques de l'État, tant que des communautés entières seront traitées comme des citoyens de seconde zone, la nation djiboutienne ne pourra aspirer ni à la justice, ni à la paix durable. ■

Indignation collective : vers une prise de conscience ?

Pour la première fois depuis longtemps, des voix se sont élevées pour dénoncer publiquement la discrimination face à l'embauche constatée au sein de la Police nationale. La députée de la majorité **Ouma Mohamed Hamid**, tout comme l'ancien ministre de la Culture **Rifki Abdoukader**, ont exprimé leur indignation face à l'ampleur de cette discrimination.



Ouma M. Hamid, députée au parlement de Djibouti

DJIBOUTI

Djibouti croule sous les déchets : Où sont passés les millions d'euros d'aide internationale ?

Depuis plus d'une décennie, les bailleurs internationaux investissent massivement dans la gestion des déchets à Djibouti. Pourtant, les ordures continuent de s'accumuler dans les rues, les décharges sauvages pullulent et aucune infrastructure durable n'a vu le jour. Le contraste entre les financements annoncés et l'absence totale de résultats interroge. Où sont passés ces millions d'euros censés moderniser un secteur vital pour la santé publique et l'environnement ?

Un recrutement biaisé : révélateur d'un système inégalitaire

Depuis 2012, Djibouti a bénéficié de plus de **45 millions d'euros de financement international** pour améliorer la gestion de ses déchets. Parmi les principaux contributeurs figurent l'Union européenne et l'Agence Française de Développement (AFD), deux institutions connues pour leurs standards en matière de transparence et de suivi de projet. Et pourtant, sur le terrain, rien ou presque ne change. Les promesses se succèdent, les projets sont lancés, mais les résultats sont invisibles. Aucun bilan détaillé n'est publié, aucune traçabilité des fonds n'est disponible, et les autorités locales observent un silence assourdissant.

Le flou est d'autant plus inquiétant que les sommes engagées sont considérables pour un pays de la taille de Djibouti. **Six millions d'euros ont été mobilisés dès 2012** pour moderniser la collecte des déchets à Balbala, avec la création de points de regroupement et d'une association locale, NADIF.



Gestion des déchets solides - Construction d'un centre d'enfouissement technique à Chebelley - Février 2025

En 2022, deux nouveaux projets d'envergure sont annoncés : l'extension du réseau d'assainissement pour **15 millions d'euros** et la construction de collecteurs pour les effluents de Balbala Sud pour **10 millions supplémentaires**. Enfin, en 2025, l'État prévoit la mise en service d'un Centre d'Enfouissement Technique à Chebelley, **d'un montant de 16,5 millions d'euros**. À ce jour, aucune de ces infrastructures n'est fonctionnelle, et aucune évaluation indépendante ne permet d'en juger l'efficacité.

Une capitale submergée par les ordures

Alors que les fonds affluent, les ordures, elles, s'amoncellent. Dans les rues de Djibouti-ville et de Balbala, les déchets ménagers jonchent les trottoirs, forment des tas nauséabonds à chaque carrefour et obstruent les caniveaux. En l'absence de système de tri, de politique de recyclage ou même de ramassage régulier, la gestion des déchets repose sur l'improvisation, voire l'abandon total

Djibouti produit entre **400 et 500 tonnes de déchets par jour**, un volume en constante augmentation, stimulé par la croissance démographique et l'urbanisation.

Faute de structures adaptées, ces déchets finissent le plus souvent dans des dépotoirs informels, au cœur même des quartiers habités. Ce phénomène a des conséquences dramatiques : risques sanitaires élevés, prolifération des rats et moustiques, contamination de l'eau et de l'air. L'environnement urbain est devenu hostile et insalubre, et les populations les plus pauvres en paient le prix fort.

Une gouvernance structurellement défailante

La gestion des déchets à Djibouti est censée être assurée par l'Office des Voiries de Djibouti (OVD). Mais dans les faits, cette structure est largement dépassée. Loin de coordonner une politique environnementale cohérente, l'OVD peine à assurer les tâches les plus élémentaires : planification, collecte régulière, entretien des infrastructures existantes. **Les moyens logistiques sont dérisoires**, les effectifs insuffisants, les équipements obsolètes. Il n'existe pas de mécanisme national d'évaluation des projets, ni de contrôle indépendant des fonds alloués.

Djibouti croule sous les déchets : Où sont passés les millions d'euros d'aide internationale ?

Les différents acteurs impliqués – ministères, municipalités, bailleurs – travaillent en silo, sans coordination ni vision commune. Les politiques sont souvent improvisées, mal planifiées ou abandonnées en cours de route. Cette désorganisation chronique rend toute initiative inefficace. Et pendant que les documents s'empilent dans les bureaux, les déchets, eux, continuent d'envahir l'espace public.

Urbanisation incontrôlée, précarité croissante

À cette faillite administrative s'ajoute une pression démographique croissante. L'urbanisation rapide de Djibouti, notamment dans des zones comme Balbala, s'est déroulée sans planification ni accompagnement des services publics. Le phénomène est accentué par l'arrivée continue de migrants venus des pays voisins (Somalie, Éthiopie, Yémen), qui trouvent refuge dans des quartiers informels.

Ces zones sont dépourvues d'infrastructures de base : pas d'accès à l'eau potable, pas d'égouts, et surtout, aucun système de gestion des déchets. Les habitants vivent dans une promiscuité extrême, au milieu des ordures. Les décharges sauvages se créent spontanément, dans une logique de survie. Ainsi, le développement anarchique du tissu urbain djiboutien crée un cercle vicieux : plus de déchets, moins de services, plus de pauvreté.



Inauguration des travaux de réhabilitation et d'extension de traitement des déchets solides - Juin 2019

Une urgence nationale occultée, une gouvernance en échec

La crise des déchets à Djibouti est bien plus qu'un simple problème logistique : elle incarne l'échec d'un système de gouvernance incapable d'assurer les fonctions les plus essentielles de l'État. Malgré les financements colossaux mobilisés, aucun plan de redressement crédible n'a été mis en œuvre, aucune infrastructure durable n'a vu le jour, et aucune autorité n'a été tenue responsable. L'absence totale de transparence sur l'utilisation des fonds publics et internationaux interroge. Les bailleurs internationaux eux-mêmes, pourtant tenus à un devoir de transparence, **semblent peu enclins à demander des comptes.** Cette absence totale de redevabilité alimente les soupçons de mauvaise gestion, voire de détournement.

Cette inertie institutionnelle ne fait qu'aggraver une urgence sanitaire et environnementale qui affecte directement les plus vulnérables. La gestion des déchets ne relève pas du luxe ou de l'accessoire : elle touche à la dignité humaine, à la santé publique, et à la qualité de vie urbaine. À l'heure où Djibouti ambitionne de devenir un carrefour stratégique dans la Corne de l'Afrique, laisser ses quartiers sombrer dans l'insalubrité chronique est une aberration. Ce n'est pas le manque d'aide qui plombe le pays, mais l'absence d'une volonté politique ferme, d'une gestion intègre, et d'un véritable sens des responsabilités. Tant que ces conditions ne seront pas réunies, **Djibouti restera prisonnière de ses ordures, symbole d'un avenir qu'on prétend bâtir sur des fondations pourries.** ■



Depot de déchets dans la capitale

DJIBOUTI

Djibouti, la descente aux enfers du football national : chronique d'un naufrage orchestré

Le 21 mars 2025, la sélection nationale de Djibouti a une nouvelle fois sombrée face au Burkina Faso, battue 4-1 lors d'un match de qualification. Un score lourd, mais tristement banal pour une équipe habituée à l'humiliation sur la scène internationale. Depuis plus d'une décennie, le football djiboutien accumule les déconvenues. Mais cette spirale infernale ne relève ni du hasard, ni de la fatalité : elle est le reflet brutal d'un système rongé par la corruption, la mauvaise gestion et le népotisme.

Une décennie de déroute... et d'impunité

À chaque compétition, les Djiboutiens assistent, impuissants, à la même tragédie : une équipe sans fond de jeu, sans préparation digne de ce nom, sans espoir. Derrière les défaites s'accumule une réalité bien plus accablante : celle d'une Fédération Djiboutienne de Football (FDF) transformée en appareil clientéliste, gérée depuis 2012 par Souleiman Hassan Waberi, protégé du régime d'Ismail Omar Guelleh. Loin d'être un artisan du développement sportif, Waberi est devenu le symbole d'un système opaque, où les intérêts privés priment sur l'intérêt général.

Une gestion calamiteuse révélée au grand jour

En mars 2024, alors que les défaites s'enchaînent et que la grogne monte, Waberi est suspendu puis contraint à la démission. Un audit commandé par le Secrétariat d'État aux Sports révèle des pratiques dignes d'un manuel de corruption : **plus de 500 000 euros de paiements en liquide entre 2021 et 2022**, contrats passés sans appels d'offres, dettes non maîtrisées, irrégularités fiscales flagrantes.

Le tout dans un climat de favoritisme généralisé, où les projets structurants, comme l'académie de Douba financée par la FIFA à hauteur de 3 millions de dollars, restent inachevés – quand ils ne sont pas détournés.

Malgré un rapport accablant de l'Inspection générale de l'État, malgré des soupçons graves de blanchiment et de détournement de fonds publics, aucune mise en examen n'a été prononcée à ce jour. Le silence des institutions judiciaires ajoute l'injustice à l'indignation.

Une réélection honteuse, reflet d'un verrouillage systémique

Loin de tirer les leçons du scandale, la Fédération a offert un triste spectacle en décembre 2024 : la réélection de Waberi pour un nouveau mandat de quatre ans, orchestrée au terme d'un simulacre démocratique. Les candidatures de ses deux opposants, Farah Daher Barreh et Aden Robleh Rayaleh, ont été invalidées, au profit d'un processus taillé sur mesure. La commission électorale, composée de membres proches du président sortant, viole ouvertement les textes électoraux. Ainsi s'enracine un régime sportif à l'image du régime politique : autocratique, verrouillé, hermétique à toute forme de reddition de comptes.

Des soutiens internationaux complices

L'emprise de Waberi dépasse les frontières nationales. Malgré les accusations de malversations et un mandat local controversé, il a su s'attirer l'appui de deux puissantes organisations régionales : la COSAFA et la CECAFA. Grâce à ces soutiens, il a été porté comme candidat commun – aux côtés de son homologue zambien Andrew Ndanga Kamanga – pour une élection stratégique, réunissant 19 voix.



Souleiman H. Waberi

Cette ascension, pourtant entachée de soupçons, illustre la toute-puissance des alliances régionales où la solidarité entre dirigeants prime sur les impératifs d'éthique.

La CECAFA, désireuse d'accroître son influence sur le continent, a fait de Waberi un pion diplomatique, transformant son mandat national en levier d'influence continentale. La FIFA, de son côté, adopte une posture de *realpolitik* : si elle exige officiellement transparence et intégrité, elle tolère officieusement les dérives lorsqu'elles s'alignent avec ses ambitions géostratégiques. Djibouti, avec sa position stratégique à proximité du détroit de Bab el-Mandeb et son rôle dans l'architecture militaire mondiale, devient ainsi un point d'ancrage précieux pour une FIFA désireuse de s'implanter dans des zones négligées sportivement mais vitales diplomatiquement. Selon *Sport News Africa*, plusieurs cadres de la CAF reconnaissent que « la FIFA peut le destituer quand elle le souhaite », preuve que le maintien de Waberi n'est qu'un calcul d'opportunité, **destiné à être monnayé contre une future obéissance**

Djibouti, la descente aux enfers du football national : chronique d'un naufrage orchestré



Souleiman H. Waberi avec Gianni Infantino

Des infrastructures fantômes, une jeunesse sacrifiée

Aujourd'hui encore, Djibouti ne possède pas un seul stade homologué par la FIFA. Les matchs dits « à domicile » se jouent systématiquement à l'étranger, dans des conditions précaires. Ce déficit criant d'infrastructures n'est pas seulement une honte : il est le reflet d'un mépris profond pour la jeunesse, pour le sport, pour l'avenir.

Un sursaut avait pourtant été amorcé sous l'impulsion de Julien Mette, ancien sélectionneur, dont la méthode rigoureuse et la vision structurée avaient offert un bref espoir. Mais là encore, la politique a eu raison de la compétence : Mette a été évincé sans explication, victime d'un système hostile à toute réforme sincère.

L'heure d'un sursaut

Le football djiboutien est au bord du gouffre. L'équipe nationale n'a ni projet sportif, ni encadrement sérieux. Les jeunes talents, faute d'opportunités, désertent ou abandonnent. L'image du pays est ternie, et avec elle, l'estime de toute une jeunesse.

Et pourtant, le football pourrait être bien plus qu'un simple jeu. Il pourrait être un levier d'unité, un espace d'émancipation, un souffle d'espoir pour une jeunesse en quête de repères. À condition que ceux qui en ont la charge cessent enfin de le considérer comme une rente personnelle. ■



Stade national en piteux état

DJIBOUTI

■ Forum de Djibouti 2025 : vitrine du développement ou écran de fumée ?

Du 6 au 8 avril, Djibouti accueillera en grande pompe la deuxième édition de son Forum international sur l'investissement, placé sous le signe de l'ambition africaine. L'événement promet de réunir des représentants de plus de 50 pays, des dirigeants de fonds souverains, des banques multilatérales, ainsi que des acteurs clés du monde des affaires et de la finance. À la croisée de l'Afrique, de l'Asie et du Moyen-Orient, la petite république de la Corne de l'Afrique entend affirmer son rôle de hub stratégique et économique régional.

Sur le papier, les promesses sont impressionnantes. Près de 400 délégués de haut niveau sont attendus, aux côtés de figures telles que Tidjane Thiam, ancien PDG du Crédit Suisse, Lionel Zinsou, ex-Premier ministre du Bénin, ou encore Solomon Quaynor, vice-président de la Banque africaine de développement. Des institutions financières majeures comme Afreximbank, la BADEA, la Société financière internationale (IFC) ou encore l'Africa Finance Corporation viendront discuter de projets d'investissements « durables et structurants » pour le continent.

Le programme, résolument tourné vers l'avenir, abordera les mégatendances économiques, les chaînes de valeur africaines, la transition énergétique ou encore le rôle des partenariats publics-privés. Objectif affiché : renforcer l'attractivité du continent et stimuler une croissance inclusive. Mais derrière ce discours mobilisateur, un malaise persiste. L'homme aux commandes de cette grande opération de séduction n'est autre que **Slim Feriani**, directeur général du Fonds Souverain de Djibouti, maître d'œuvre du Forum. Et son nom fait aujourd'hui l'objet d'un **mandat d'arrêt international** émis par la justice tunisienne.



Slim Feriani avec le président Guelleh

Ancien ministre de l'Industrie et des PME entre 2017 et 2020, Feriani est poursuivi pour son implication présumée dans l'attribution frauduleuse d'un marché de plusieurs centaines de milliers de tonnes de phosphate à un consortium lié à un ex-député tunisien. En juillet 2024, la chambre d'accusation spécialisée dans les affaires financières a renvoyé l'affaire devant la chambre correctionnelle. Les charges sont lourdes : exploitation abusive de la fonction publique, favoritisme, et atteinte aux deniers publics. La situation place les autorités djiboutiennes dans une position délicate. Selon plusieurs sources proches du dossier, le président Ismaël Omar Guelleh aurait activement œuvré pour protéger Feriani contre toute procédure internationale, redoutant les conséquences d'une arrestation sur l'image du pays et sur l'afflux attendu d'investissements étrangers.

Ce contraste entre l'image officielle de rigueur économique et les casseroles judiciaires de l'un de ses principaux architectes ne manque pas d'interpeller. Car si Djibouti entend se positionner comme une place incontournable des flux financiers africains, la crédibilité des institutions qui en assurent la promotion est un prérequis essentiel. Alors que le Forum ambitionne d'être une « plateforme d'impact », les partenaires internationaux devront s'interroger : à quel prix l'Afrique peut-elle se vendre comme le continent de la transparence et de la transformation, lorsque certains de ses visages les plus exposés font l'objet de graves accusations de corruption ? ■